

*Travaux de la Chambre*

## LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

ON DEMANDE DE FAIRE DES INSTANCES EN FAVEUR DES  
VEUVES

**L'hon. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au solliciteur général. Il sait que la même situation s'applique au personnel de la Gendarmerie royale du Canada. Ses membres peuvent opter pour la retraite anticipée, mais si le mariage, qu'il s'agisse du premier, du deuxième, etc., a lieu après la date de mise à la retraite, aucune retraite n'est prévue pour la veuve. Comme c'est là une situation injuste, le solliciteur général s'entendra-t-il avec le ministre de la Défense nationale pour tenter d'y remédier et tous deux présenteront-ils des instances au président du Conseil du Trésor de sorte qu'elle soit améliorée et reflète notre époque?

**L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général):** Madame le Président, comme mon collègue, le ministre de la Défense nationale, je me renseignerai, mais cela ne veut pas dire que j'estime la situation injuste. Il faut d'abord tenir compte du traitement accordé à tous les fonctionnaires retraités, et de ce qui se fait en matière de retraites dans le secteur privé. En fait, c'est le sujet de l'étude en question. A mon avis, les fonctionnaires, même les membres de la GRC, ne doivent pas bénéficier d'avantages de beaucoup supérieurs à ceux accordés ailleurs.

**M. Knowles:** Il incombe au gouvernement de donner l'exemple.

\* \* \*

## LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

## DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Madame le Président, au sujet des travaux de la Chambre, j'ai eu aujourd'hui une conversation avec le ministre. Il a dit à ce moment-là qu'il avait l'intention de mettre à l'étude, aujourd'hui et demain, la motion d'ajournement qui est inscrite à son nom. Puis-je demander au leader du gouvernement à la Chambre quels travaux il prévoit pour la semaine prochaine?

[Français]

**M. Pinard:** Madame le Président, la question est hypothétique mais je vais quand même y répondre. Il est exact qu'aujourd'hui et demain nous allons étudier la motion n° 51 dans l'espoir qu'elle soit adoptée aussitôt que possible. Et si cela est nécessaire, la semaine prochaine, nous allons étudier le bill C-48, à moins d'avis contraire.

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

## PÉTITIONS

M<sup>me</sup> MITCHELL—LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE LA  
COLOMBIE-BRITANNIQUE

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Madame le Président, je désire présenter une pétition que 50,000 citoyens de la Colombie-Britannique ont signée et dans laquelle ils demandent que la compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique soit confiée à une société de la Couronne.

Des voix: Bravo!

\* \* \*

## LA LOI SUR L'INTÉRÊT

MODIFICATION CONCERNANT LE PAIEMENT DE L'INTÉRÊT

**M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth)** demande à présenter le bill C-639, tendant à modifier la loi sur l'intérêt (détenteurs de cartes de crédit).

Des voix: Expliquez-vous.

**M. Scott (Hamilton-Wentworth):** Madame le Président, onze millions et demi de Canadiens se servent des cartes Visa et MasterCard. Le bill a pour but de donner aux détenteurs de cartes de crédit une certaine protection contre les frais d'intérêt qui s'accumulent quand le service postal est interrompu. Le bill prévoit que sauf sur les avances d'argent, il ne sera pas prélevé d'intérêt sur les montants à payer les mois où les détenteurs de cartes ne recevront pas d'état de compte.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1<sup>re</sup> fois et l'impression en est ordonnée.)

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: n°s 2235, 2389, 2439, 2455, 2507, 2657 et 2707.

Je demande, madame le Président, que les autres questions soient réservées.

[Texte]

LE CONSEIL CONSULTATIF DES DOCUMENTS PUBLICS

Question n° 2235—**M. Cossitt:**

1. Le Conseil consultatif des documents publics doit-il se réunir au moins tous les trimestres?

2. Quelles sont les dates des réunions tenues par le Conseil depuis sa création?